

Communiqué de presse

Les organisations de solidarité internationale belges déçues des « avancées » sur le dossier lait

Lorsqu'il y a un an la crise du lait éclata, les ONG belges et de nombreuses organisations paysannes d'Afrique s'étaient mobilisées pour soutenir les revendications légitimes des producteurs laitiers engagés dans la grève du lait.

Défendre un prix juste et rémunérateur pour les productions des paysans du Nord, comme pour les agriculteurs et paysans du Sud, était et est toujours une demande légitime et fondée, vu la dégringolade des revenus de la production du lait.

Mais les ONG s'étaient également mobilisées parce qu'à la source de la crise du lait, crise dont nous ne sommes toujours pas sortis, il y a avait cette volonté manifeste de la Commission européenne de déréguler davantage le marché laitier, à travers une augmentation progressive des quotas. Cette augmentation de la production – qui ne peut être écoulee sur le marché interne, étant donné que l'Union se trouve déjà dans une situation de surproduction structurelle – ne réglera pas le problème de prix rémunérateurs et stables. Les prix de cette production excédentaire ne permet pas de couvrir les coûts de production d'un grand nombre de producteurs européens. Pourtant, cette production est exportée, récemment encore à l'aide de subsides à l'exportation. Ces exportations en dessous des coûts de production ont renforcé les inextricables problèmes auxquels font face les producteurs laitiers des pays du Sud pour développer leurs propres filières laitières et vendre leur lait sur les marchés locaux.

Les ONG étaient septiques lorsque l'ancienne commissaire à l'Agriculture, Marianne Fisher Boel, lança la création d'un groupe de haut niveau sur le lait alors qu'il eût sans doute été plus sage et plus efficace d'accepter de reconsidérer la décision d'augmentation des quotas européens. Nous sommes habitués à ce genre « d'encommissionnement » qui permettent surtout de gagner du temps et de parier sur l'essoufflement des mobilisations.

Aujourd'hui, ce groupe de haut niveau mise tout sur l'organisation de groupements et d'interprofessions. Ces outils sont certes importants et nécessaires mais ils ne permettront pas d'éviter les rapports de forces qui, sans une régulation publique, sont défavorables aux producteurs, ni de garantir un prix juste puisque chaque groupement cherchera par le jeu de la concurrence à faire des économies d'échelle, tirant de ce fait les prix vers le bas. La contractualisation sans une réelle gestion des volumes produits ne permettra pas d'atteindre le but poursuivi qui est de garantir un revenu décent aux producteurs.

La commission européenne, avec son nouveau commissaire, reconnaît maintenant la nécessité de réguler les prix et les volumes, mais elle ne sait comment sortir d'un problème dans lequel elle s'est elle-même enfermée en démantelant les outils de régulation permettant d'y arriver.

Les propositions du groupe de haut niveau ne répondent pas à ce problème et négligent le volet central de nos revendications qui est de réguler les volumes de production pour les ajuster à la demande réelle. Les ONG s'opposent à "exporter" les conséquences de la

dérégulation des marchés laitiers, rappelant les effets désastreux sur les pays du Sud. Quel sens y a-t-il à soutenir les efforts des organisations paysannes des pays du Sud pour développer leurs productions locales, via l'aide au développement, si cette même production est mise à mal par une politique agricole qui produit des excédants ?

Virginie Pissoort	SOS Faim
Stéphane Desgain	CNCD-11.11.11
Thierry Kesteloot	Oxfam-Solidarité
Renaud Baiwir,	Aide au Développement Gembloux
Carmélina Carracillo	Entraide et Fraternité
Sophie Charlier	Le Monde selon les femmes
Marc Dascotte,	Oxfam-Magasins du monde
Léonie Gérard ,	ACRF-femmes en milieu rural
Joep Van Mierlo	Vétérinaires Sans Frontières

Contacts presse: Stéphane Desgain; 0475 76 90 61